

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 15 AVR. 2024

Affaire suivie par : [REDACTED]
Courriel : ars-bfc-controlesurpieces@ars.sante.fr

Le directeur général de l'agence régionale de santé
Bourgogne-Franche-Comté

à

Monsieur le directeur de l'EHPAD Jeanne Pierrette Carnot
6 rue du Docteur Lavirotte
21340 NOLAY

RAR N° 2C 182 939 7427 4

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : 210780938 - EHPAD JEANNE PIERRETTE CARNOT - NOLAY

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 06/03/2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L.121-1 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de me faire connaître vos observations sur les mesures et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse déposée le 26/03/2024.

Après analyse par la mission de contrôle des observations que vous avez portées à ma connaissance, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations que vous trouverez rassemblées dans le tableau joint en annexe.

J'ai pris note de votre engagement à prendre en compte et mettre en œuvre ces mesures afin de garantir pleinement au sein de votre structure, les conditions d'organisation et de fonctionnement assurant la santé et la sécurité des résidents et de prévenir la survenue de dysfonctionnements.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



Ces mesures notifiées feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par :
Mme [REDACTED], chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées »
Direction du cabinet, du pilotage et des territoires
Direction territoriale de la Côte-d'Or : [REDACTED]

Afin de faciliter la mise en œuvre des mesures au sein de votre établissement, je vous invite à consulter le site internet de l'ARS où une boîte à outils a été élaborée en partenariat avec les structures régionales d'appui pour la semaine de la sécurité des patients 2023. Elle comporte notamment **un kit de signalement et de la déclaration des événements indésirables associés ou non aux soins**. Cet outil est à votre disposition dans le but de vous aider à déployer ou à conforter cette démarche dans votre structure et à sensibiliser les professionnels au signalement.

<https://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr/boite-outils-ssp>

Vous pouvez également vous appuyer sur les outils mis en place au niveau national et relatifs à la promotion de la bientraitance et à la prévention de la maltraitance :

<https://solidarites.gouv.fr/promouvoir-la-bientraitance-pour-prevenir-la-maltraitance-kit-de-formation-en-ligne>

<https://handicap.gouv.fr/mieux-prevenir-et-empecher-les-maltraitances-sur-personnes-vulnerables>

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,

[REDACTED]

Jean-Jacques COIPLÉ

Copie à :

Monsieur le Président
Conseil départemental de la Côte-d'Or
53 bis rue de la Préfecture
CS 13501
21035 DIJON CEDEX

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Inspecteur

Nom établissement :

BHFAO JP CARNOT

Adresse :

6 R DU DOCTEUR LAVINOTTE

Code postal :

31140

Continuance :

UCLAY

N°	E	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée QTN/ Abandonnée	Date de la levée	Observations de la mission de contrôle
1		<p>Prévoir, dans le document institutionnel le plus approprié, le rappel aux agents :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1^{er} de leurs obligations en matière de signalement ; 2^{ème} de leur droit à la protection lorsqu'ils témoignent de bonne foi, de mauvais traitements ou de privations infligés à une personne accueillie ou qu'ils ont relaté de tels agissements ; 3^{ème} de la procédure de signalement de ces alertes mise en place dans l'établissement. <p>Diffuser le document à l'ensemble des agents et s'assurer de leur prise de connaissance des modifications apportées.</p>	<p>L.311-24 CASP L.135-1 à 5 CDP 434-3 CP</p>	6 mois	Document institutionnel rappelant les droits et obligations des personnels en matière de signalement et de droit à la protection Modalités de diffusion	E1	N		La mission prend note de la volonté de la structure à répondre à la prescription en levant ses documents internes. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.
2		<p>Bevoir la procédure de signalement,</p> <ul style="list-style-type: none"> - en s'assurant de la bonne compréhension par les professionnels des termes vus (E)(E)G et (E)(E)(E)G de la vie courante sans conséquence) - en les sensibilisant au signalement des événements indésirables afin d'assurer une culture commune de la déclaration des événements - en mettant en place un logiciel dédié au signalement, en matière d'amélioration de la qualité et de suivi et de gestion des EI, <p>afin de garantir la déclaration sans délai, aux autorités administratives compétentes, sans attendre l'accord de la direction générale, de tout dysfonctionnement grave et/ou événement susceptible d'affecter la santé, la sécurité et la prise en charge des personnes accueillies.</p>	<p>L.311-8-1 CASP 8.331-8 CASP</p>	3 mois	Procédures/protocoles	E2 E2 E3 E7	N		La mission prend note du déploiement de nouveaux outils. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.
3		Mettre en place un dispositif de recueil, de traitement et d'analyse des réclamations et plaintes des résidents et des familles formalisé et opérationnel en prenant en compte les recommandations de bonnes pratiques de l'ANESM/HAS et des principes de confidentialité imposés par l'article L.311-3 ^{ème} du CASP.	L.311-3 ^{ème} CASP	3 mois	Photographie/procédure revuée	E3 E6	N		La mission prend note de la volonté de la structure à répondre à la prescription en levant ses procédures internes. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.
4		Mettre en place un dispositif formalisé et tracé par des comptes-rendus, de type RETEX ou autre, permettant une analyse des causes ou un retour d'expérience suite à tout type d'événements indésirables graves et/ou récurrents signalés par les équipes.	<p>Instruction du N°DG5/PP10G05/PP2/DOCS/2A/2017/58 du 17 février 2017 prise pour l'application de l'article L.331-8-1 du CASP</p>	3 mois	Procédures/protocoles	E4	N		La mission prend note du déploiement de nouveaux outils. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.
5		Rédiger et transmettre une procédure relative à l'information du procureur de la République	<p>434-3 CP 40 du CDP</p>	3 mois	Procédures/protocoles	E5	N		La mission prend note de la volonté de la structure à répondre à la prescription en levant ses procédures internes. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Inspecteur :

Nom établissement :

EHPAD JP CARNICET

Adresse :

6 R DU DOCTEUR LAVIROTTE

Code postal :

21340

Commune :

NOLAY

Nb	3	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport F/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations de la mission de contrôle
1		Il est recommandé au gestionnaire de mettre en place des outils de communication/information formalisés auprès des salariés sur la démarche qualité et la gestion des risques permettant d'affirmer l'appropriation du dispositif par ces derniers et de donner du sens au processus de gestion des risques.		R1	N		La mission prend note de la volonté de la structure à améliorer ses procédures et outils. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.
2		Il est recommandé au gestionnaire de mettre en place au sein de l'établissement une formation spécifique et régulière portant sur la thématique de la promotion de la bientraitance et associant tous les professionnels de l'établissement, bénévoles et intervenants libéraux.	RBPF : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS/ANESM, 2008	R3	N		La mission prend note de la réponse de la structure et de son alerte. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.
3		Il est recommandé au gestionnaire de conduire une réflexion institutionnelle portant sur les risques spécifiques à l'établissement et sur un dispositif formalisé et opérationnel de repérage, de recueil, de traitement et d'analyse des situations à risque et/ou avérées de maltraitance et de violence, qui viendra alimenter le DUERP communiqué à la mission.	RBPF : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS/ANESM, 2008	R4	N		La mission prend note de la réponse de la structure. En l'absence de transmission d'éléments de preuve, la prescription est notifiée.